

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 06 novembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

POMPEI SARL

Parc d'Activités des Pierres Blanches
BP 8
56430 Mauron

Références : UD35/2024-586
Code AIOT : 0005502872

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2024 dans l'établissement POMPEI SARL implanté TREKOUET 35290 Muel. L'inspection a été annoncée le 30/07/2024.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été réalisée alors que la société POMPEI a été rachetée récemment par le groupe Lessard.

Le nouveau propriétaire souhaite mettre en place de nouvelles modalités d'exploitation du site, notamment en ce qui concerne :

- le concassage, qui sera réalisé par un équipement mobile
- le stockage et la commercialisation des produits finis, qui sont déportés sur le siège de l'entreprise POMPEI à MAURON
- la provenance des matériaux inertes destinés au remblayage de l'excavation qui sera limitée aux seuls besoins des chantiers du groupe Lessard.

Une reconfiguration du site est donc en cours. Ainsi, l'électricité a été coupée le 1er avril 2024 pour permettre le démantèlement complet des installations de concassage / criblage. Depuis, une seule campagne d'extraction de matériaux et de concassage a été réalisée à l'aide d'un équipement mobile.

En dehors de ces campagnes d'extraction, aucun personnel n'est présent sur site.

Des aménagements sont également prévus en ce qui concerne la gestion des eaux d'exhaure et des eaux pluviales. Un bassin de décantation supplémentaire a été récemment créé et mis en service.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- POMPEI SARL
- TREKOUET 35290 Muel
- Code AIOT : 0005502872
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Trékouët est une carrière de schiste pourpre, matériaux essentiellement destiné à la fabrication de gravier décoratif pour allées de jardin ou usages similaires.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---------------------------------------|---|--|-----------------------|
| 2 | Rubriques ICPE | Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 3 | Plan | Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 6.5 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 4 | Parcelles | Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 5 | Conduite de l'exploitation | Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 6.3 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 7 | Panneau d'information | Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 5 | Demande de justificatif à l'exploitant | 6 mois |
| 8 | Remblaiement | Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 7.3 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 11 | Rejet des eaux dans le milieu naturel | Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 9.2 | Demande d'action corrective | so |
| 12 | Incendie | Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 11 | Demande de justificatif à l'exploitant | 6 mois |
| 13 | Bruits et vibrations | Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 13 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire |
|----|---|--|
| 1 | Accident ou incident | Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 16 |
| 6 | Barrières | Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 4 |
| 9 | Plan de gestion des déchets | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis |
| 10 | Prévention des pollutions accidentelles | Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 9.1 |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été réalisée en dehors d'une période d'extraction de matériaux. Les constats se sont donc limités aux aménagements existants.

Il apparaît que le nouveau propriétaire souhaite apporter des modifications dans les conditions d'exploitation de la carrière. Même si celles-ci ne paraissent a priori pas substantielles, il est nécessaire que ce projet soit porté à la connaissance du préfet (DREAL).

Des adaptations des prescriptions de l'arrêté pourront être proposées dans ce cadre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accident ou incident

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 16 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Accident ou incident |
| Prescription contrôlée : Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511.1 du Code de l'environnement doit être signalé immédiatement à l'inspecteur des installations classées. |
| Constats : L'exploitant ne fait part d'aucun incident survenu dernièrement sur le site. Aucune plainte ne lui a été non plus rapportée. On notera que la carrière est particulièrement isolée et à l'écart des habitations. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Rubriques ICPE

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rubriques ICPE |
| Prescription contrôlée : Les activités classées sont répertoriées dans le tableau suivant : Rubriques de la nomenclature Désignation des installations Volume des activités Régime A : "Autorisation" D : "Déclaration" 2510.1 Exploitation de carrière Production annuelle : - moyenne : 30 000 t- maximale : 60 000 t A 2515 Traitement des matériaux Puissance installée : 205 kWA |
| Constats : Du fait de la vente de l'entreprise exploitant la carrière, l'activité a été faible. L'exploitant a déclaré une quantité de matériaux extraits en 14 000 tonnes pour 2023 et 2000 tonnes de matériaux entrant destinés au remblayage. Lors de l'inspection, l'exploitant déclare que la puissance du concasseur mobile utilisé pourrait dépasser les 205 kVA autorisés actuellement par l'arrêté. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit porter à la connaissance du Préfet (DREAL) sous trois mois la puissance maximale des équipements de concassage/criblage utilisés en précisant les mesures prises pour prévenir les nuisances et les impacts. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 3 : Plan

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 6.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Plan |
| Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Sur ce plan sont reportés: -les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre, -les bords de la fouille, -les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, -les zones remises en état, -des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. |
| Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de plan. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant transmet le plan prévu à l'inspection des installations classées dans le délai d'un mois. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 4 : Parcelles

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Parcelles |
| Prescription contrôlée : Les parcelles concernées sont les suivantes : MUEL Section C1 Numéros 431 pp, 432, 433, 436pp = pour partie |
| Constats : Faute de plan, la conformité de l'emprise de l'établissement n'a pas pu être vérifiée (cf fiche précédente). |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Le plan transmis en réponse au point précédent devra notamment faire figurer les limites cadastrales. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 5 : Conduite de l'exploitation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 6.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Conduite de l'exploitation |
| Prescription contrôlée : L'extraction sera limitée en profondeur à la cote NGF de 80 mètres, pour une épaisseur d'extraction maximale de 35 m. Trois paliers seront ainsi constitués aux cotes respectives de 80 m NGF, 90 m NGF et 100 m NGF. L'exploitation de chaque palier est subordonnée à l'achèvement d'exploitation du palier supérieur. Les travaux d'extraction avanceront du sud-ouest vers le nord-est, selon les plans de phasage joints au présent arrêté. Les banquettes créées entre chaque palier auront des largeurs de 3 à 4 mètres. Les talus végétalisés ceinturant tout ou partie du site de carrière seront conservés pendant et en fin d'exploitation. |
| Constats : Faute de plan, la profondeur maximale d'extraction n'a pas pu être vérifiée. L'exploitant déclare avoir atteint la profondeur maximale. Son projet est de faire progresser le front de taille vers le sud-est sans approfondissement supplémentaire. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Le plan demandé devra préciser la profondeur maximale du fond de fouille. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 6 : Barrières

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Barrières |
| Prescription contrôlée : Les entrées de la carrière seront matérialisées par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation. |
| Constats : L'accès à la carrière est bien matérialisé par des panneaux et une barrière. Un grillage le long de la route interdit le passage. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Panneau d'information

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Panneau d'information |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. |
| Constats : Le panneau ne porte pas l'ensemble des indications exigées. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Le panneau à l'entrée de la carrière doit être complété sous six mois avec la mention de la référence de l'autorisation et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 8 : Remblaiement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 7.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Remblaiement |
| Prescription contrôlée : <p>Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Les apports de matériaux extérieurs doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. La procédure suivante sera respectée afin de vérifier la qualité des matériaux extérieurs apportés:</p> <ol style="list-style-type: none">1) Dès l'entrée du site, un panneau définit clairement la liste des matériaux admis.2) Le préposé à la bascule assure, dès la réception, le contrôle du bordereau de suivi apporté par le chauffeur attestant de l'origine et de la conformité des matériaux. Un premier contrôle visuel de la benne du camion est effectué.- si les matériaux sont conformes, le camion, après délivrance d'un bon de réception qui récapitule les informations de provenance, de qualité et de quantité des matériaux, est orienté vers le lieu de déchargement,- si les contrôles sont clairement non conformes, le chargement est refusé et orienté vers le centre de tri approprié,- si les matériaux sont estimés douteux, ils doivent alors être obligatoirement refusés pour être examinés sur une aire de contrôle située à l'écart de la zone de dépotage. Après examen, en cas de produits non conformes, les matériaux seront repris par le client producteur ou déposés dans une benne prévue à cet effet..../...3) L'aire de déchargement a pour fonction de recevoir les matériaux afin de permettre le second contrôle du contenu des camions avec l'engin de poussage. Après contrôle, si la totalité du chargement n'est pas admissible, le camion est rechargé. Dans le cas où seule une fraction du chargement est admissible, les éléments jugés indésirables sont dirigés vers une benne à refus qui sera renvoyée par la suite vers la filière d'élimination appropriée. Cette aire est implantée à proximité de la zone de remblayage et est déplacée en fonction des besoins. <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.</p> <p>Outre les matériaux de la carrière, seuls les matériaux extérieurs suivants sont autorisés à être réceptionnés sur le site :</p> <p>Les "terrigenes" : il s'agit de produits de terrassement de sols naturels, non pollués et ne comportant pas de déchets organiques.</p> <p>Les "gravats et démolition" : il s'agit de produits associés aux activités de démolition où réhabilitation dans le secteur du bâtiment et travaux publics ou de produits provenant d'un centre de tri ayant séparé les "inertes" : pierres, briques, béton non armé, ardoises, ...</p> <p>En particulier, sont interdits : les terres polluées, les déchets dangereux, les déchets organiques fermentescibles, les déchets radioactifs, les déchets non pelletables, les explosifs ou déchets susceptibles de s'enflammer spontanément, les déchets contenant de l'amiante, les déchets ménagers.</p> |
| Constats : <p>Le remblayage de l'excavation avec des matériaux extérieurs s'est fait jusqu'à présent à partir de l'angle sud-ouest.</p> <p>L'exploitant déclare utiliser l'angle nord de l'excavation pour y stocker les stériles de découverte. Compte tenu des évolutions apportées dans cette activité, un porter à connaissance est nécessaire.</p> |

| |
|--|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| > L'exploitant doit porter à la connaissance du Préfet (DREAL) sous trois mois les nouvelles modalités de remblayage de la carrière. Il précisera notamment comment, où et comment sont effectués les contrôles d'acceptation des matériaux pour répondre aux exigences de l'arrêté. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 9 : Plan de gestion des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis |
| Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets |
| Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">-la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;-le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;-en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;-le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;-les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;-en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;-une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;-les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p> |

| |
|---|
| Constats : |
| Un plan de gestion des déchets a été présenté lors de l'inspection et semble aborder l'ensemble des items prévus. Il n'avait toutefois pas été transmis à l'Inspection. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| > L'exploitant transmettra le plan de gestion des déchets au préfet (DREAL) |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : Prévention des pollutions accidentelles

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 9.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles |
| Prescription contrôlée : I - L'entretien de tous les engins de chantier est réalisé sur une aire étanche. S'il s'effectue en plein air, cette aire sera entourée par un caniveau et reliée à un point bas permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les liquides ainsi récupérés seront éliminés dans les conditions prévues à l'article 12 suivant. Le ravitaillement des engins de chantiers sur roues sera réalisé dans les mêmes conditions. II - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:- 100 % de la capacité du plus grand réservoir;-50 % de la capacité des réservoirs associés.Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. III - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets. |
| Constats : <i>En l'absence d'activité sur le site lors de l'inspection, ce point n'a pas été contrôlé.</i> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 11 : Rejet des eaux dans le milieu naturel

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 9.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des eaux dans le milieu naturel |
| Prescription contrôlée : I - Les eaux collectées sur le site transitent par 4 bassins de décantation avant rejet au milieu naturel.Ce rejet est assuré indirectement dans le ruisseau de Comper, par passage des eaux décantées au travers d'une « digue filtrante ».La modification de couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l. II - Le contrôle de la qualité des eaux du ruisseau de Comper à l'aval et à l'amont du rejet sera réalisé dans les conditions suivantes : - PH, Conductivité : une mesure mensuelle, -MES, DCO, Fe + Al : une mesure annuelle, L'exploitant adressera à l'inspecteur des installations classées chaque trimestre les bilans mensuels du résultat de ces mesures. Dans le cas où le pH mesuré serait inférieur à 5,5, la pompe d'exhaure sera stoppée pour permettre le confinement des eaux en fond de carrière.Les opérations de pompage ne pourront être réactivées que si la remontée du pH au-dessus de 5,5 est constatée.Dans l'éventualité où cette remontée du pH ne peut se faire de façon naturelle, un traitement de ces eaux sera mis en place afin de respecter les valeurs définies au paragraphe I ci-dessus. |
| Constats : Les mesures annuelles et mensuelles sont réalisées et ne marquent pas de dépassement des valeurs limites. Les bassins de décantation demandés sont bien présents. En particulier, un nouveau bassin, plus grand que les autres, a été créé juste avant le rejet au milieu naturel pour améliorer le traitement. Toutefois, lors de l'inspection, il a été constaté que les eaux de ces bassins, y compris le bassin final, étaient extrêmement chargées et vraisemblablement d'une qualité non compatible avec un rejet au milieu naturel (aucun rejet n'était en cours lors de l'inspection, le bassin final n'étant pas plein). L'exploitant explique cela par leur mise en service récente. Les travaux ont en effet remis les particules en suspension. D'autres aménagements sont également prévus. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit porter à la connaissance du Préfet (DREAL) sous trois mois les nouvelles modalités de gestion des eaux d'exhaures et des eaux pluviales de la carrière permettant de garantir le respect des normes de qualité du rejet. > Compte tenu du risque observé d'un rejet non conforme du fait des aménagements réalisés récemment, l'exploitant met en place et transmet un programme de suivi renforcé <u>jusqu'à fin mars 2025</u> pour les rejets aqueux, notamment sur le paramètre MES. Il transmet un bilan de cette surveillance à l'issue. |
| Type de suites proposées : Avec suites |

| |
|--|
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
|--|

N° 12 : Incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 11 |
|---|

| |
|---|
| Thème(s) : Risques accidentels, Incendie |
|---|

| |
|---------------------------------|
| Prescription contrôlée : |
|---------------------------------|

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Une aire d'aspiration (8 x 4 m) sera aménagée sur l'étang d'A. Bas de Comper, de telle sorte que la hauteur géométrique d'aspiration ne dépasse pas 6 m (conformément aux fiches techniques du SDIS). Les nouveaux aménagements seront réceptionnés par un représentant du Service Prévision de la Compagnie de Montfort sur Meu, du centre d'incendie et de secours de Muel. Les points d'eau devront faire l'objet d'un contrôle et entretien annuel. L'exploitant s'assurera de la mise à disposition des services d'intervention incendie d'un débit hydraulique minimum de 60 m3/h.

| |
|-------------------|
| Constats : |
|-------------------|

La présence de l'aire d'aspiration a été constatée. Les aménagements semblent assez anciens et la portance de l'accès n'est pas garantie (peu vérifiable compte tenu de la présence de végétation).

| |
|--|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
|--|

> L'exploitant prendra l'attache du SDIS pour vérifier, sous six mois, que les aménagements de l'aire d'aspiration sont conformes.

| |
|---|
| Type de suites proposées : Avec suites |
|---|

| |
|---|
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
|---|

| |
|---------------------------------------|
| Proposition de délais : 6 mois |
|---------------------------------------|

N° 13 : Bruits et vibrations

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2006, article 13 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Bruits et vibrations |
| Prescription contrôlée : I - L'activité de la carrière est maintenue dans une période journalière de 8 h à 18h, hors dimanches et jours fériés. Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant : Bande de fréquence en Hz Pondération du signal 1 55 130 180 3/8 On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments. La mesure des vitesses de vibrations (selon 3 directions) et les fréquences associées sera réalisée une fois par an. Cette mesure sera réalisée sur un des immeubles riverains les plus exposés aux vibrations ou à proximité d'un de ces immeubles. II - En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables. |
| Constats : L'exploitant déclare avoir fait procéder à des mesures de bruit, mais que le rapport correspondant n'est pas encore disponible. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant transmet sous un mois le rapport de mesures de bruit accompagné, en cas de dépassement des seuils, d'un programme d'actions correctives et d'un échéancier. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |